

Bailly, A., Brun, P., Lawrence, R.J. et Rey, M.-C., dir. (2000) *Développement social durable des villes. Principes et pratiques*. Paris, Anthropos, 170 p. (ISBN 2-7178-4085-0).

Jean-Pierre Thouez

Volume 46, numéro 128, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/023044ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/023044ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thouez, J.-P. (2002). Compte rendu de [Bailly, A., Brun, P., Lawrence, R.J. et Rey, M.-C., dir. (2000) *Développement social durable des villes. Principes et pratiques*. Paris, Anthropos, 170 p. (ISBN 2-7178-4085-0).] *Cahiers de géographie du Québec*, 46(128), 245–247. <https://doi.org/10.7202/023044ar>

BAILLY, A., BRUN, P., LAWRENCE, R. J. et REY, M.-C., dir. (2000) *Développement social durable des villes. Principes et pratiques*. Paris, Anthropos, 170 p. (ISBN 2-7178-4085-0)

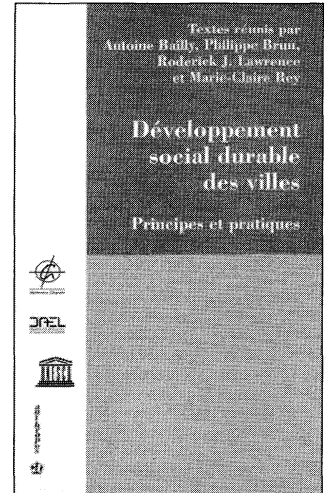
Les textes rassemblés dans cet ouvrage par A. Bailly et R. Lawrence, professeurs à l'Université de Genève, et par P. Brun et M.-C. Rey, du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement du canton de Genève, ont été adaptés et traduits de l'anglais à partir des communications présentées aux colloques UNESCO-MOST (*Management of Social Transformations*) de Genève et du Cap sur le développement social durable des villes.

Le projet part du constat que les villes sont des lieux de transformations sociales accélérées. Le terme « social » est primordial; en effet, l'une des dimensions de MOST est de se concentrer sur un aspect souvent négligé de la gestion des villes, à savoir les caractéristiques sociale et spatiale des politiques urbaines. L'exemple de la pauvreté, tant pour les villes des pays développés que celles des pays dits « en développement », vient tout de suite à l'esprit.

L'ouvrage explique la réflexion menée sur le développement urbain, tout d'abord au plan théorique, puis selon six thèmes d'action (chaque thème s'inscrit dans un chapitre) qui s'appuient sur des exemples de politiques sociales urbaines. Les villes retenues sont Budapest, Genève, Le Cap, Lyon, Milan, Montréal, Sao Paulo et Toronto.

Le premier chapitre présente les définitions du développement urbain durable. Par exemple, en gestion urbaine, Polèse et Stren définissent la durabilité sociale d'une ville « comme un développement (et/ou une croissance) adapté à l'évolution harmonieuse de la société civile, qui crée un environnement favorable à une bonne cohabitation de groupes sociaux et culturels divers et, en parallèle, stimule l'intégration sociale en améliorant la qualité de vie de toutes les couches de population ». Une fois le concept de durabilité urbaine ainsi défini, il s'agit de l'aborder de façon opératoire, c'est-à-dire de rappeler le contexte urbain et de choisir une échelle d'étude. Devant les contradictions entre logiques mondiales et logiques locales, les auteurs choisissent d'aborder les problèmes par le « bas » des unités locales, tout en situant à une échelle plus large les enjeux pour leur avenir.

Le chapitre second traite de la gouvernance urbaine, des relations entre l'État et la société civile et des différentes formes de participation civile par l'étude des cas de Nairobi, Budapest, Lyon, San Salvador et du Cap. Pour répondre à la question soulevée : « comment mieux gérer des villes découpées selon de multiples critères institutionnels et soumises à différents mouvements sociaux défendant des intérêts précis?, il est dommage que Montréal n'ait pas été retenue; toutefois, les exemples cités soulignent la diversité des pratiques, leurs avantages, mais surtout leurs limites.



Le chapitre trois traite des politiques sociales et culturelles : « Dans les sociétés urbaines où le rôle de la famille s'estompe et où l'appartenance communautaire est remplacée par des réseaux fonctionnels, les politiques sociales et culturelles jouent un rôle majeur dans la lutte contre l'exclusion et peuvent valoriser les identités locales ». Les auteurs commencent par situer le contexte des études de cas, puis chacune d'entre elles fait l'objet d'une vignette : impacts des migrations et de l'immigration à Toronto, d'une part, à Montréal, d'autre part; établissement, adaptation des réfugiés à Vancouver; politiques sociales et spatiales pour une meilleure sécurité à Milan. Ces exemples soulignent le rôle moteur des politiques locales sur le dynamisme social et l'intégration des citoyens dans le corps urbain.

Les services publics sont abordés dans le chapitre quatre. Conçue pour régler les problèmes au jour le jour (problèmes sanitaires, évacuation des ordures), leur gestion relève des décideurs publics auxquels peut être associée la société civile. Surprenant, ce chapitre ne mentionne pas les cas de privatisation des services publics européens ou nord-américains. Il est vrai que les vignettes touchent Nairobi, Le Cap et, dans une moindre mesure, Budapest.

Le chapitre cinq traite de l'urbanisme et de l'habitat, plus précisément des politiques foncières et du logement. La philosophie qui sous-tend l'écriture du chapitre est la même que pour les précédents : « planifier l'habitat signifie évaluer le système actuel, envisager son évolution en fonction des interactions avec d'autres systèmes, et penser aux futurs possibles dans le long terme ». Les vignettes sur la politique du logement à Rotterdam et à Genève montrent l'importance des facteurs de qualité et de prix; par contre, Le Cap identifie des objectifs-clés (pauvreté, environnement, etc.) intégrés au plan d'aménagement métropolitain. On aurait pu inclure dans ce chapitre la vignette sur l'habitat spontané au Cap qui figure dans le chapitre précédent. Ce commentaire souligne les difficultés à concevoir les chapitres comme indépendants les uns des autres.

Le chapitre six examine les transports urbains sous l'angle de leurs effets structurants (Budapest, Genève); des conditions favorables à la mobilité des personnes (Nairobi, Cap). Penser les transports en termes de flux est insuffisant si on n'examine pas leurs répercussions sur la qualité de la vie urbaine.

La revitalisation économique est étudiée dans le chapitre sept par le biais des politiques d'emploi et des capacités d'innovation. Ainsi, Toronto, Le Cap ou Lyon favorisent la création de milieux propices à la création d'entreprises. Toutefois, les vignettes décrivent ce thème sous l'angle de la réduction de la pauvreté (Le Cap), de la requalification des quartiers sociaux (Lyon), ce que n'annonce pas exactement l'introduction du chapitre. Reconnaître l'impact de projets participatifs au niveau des quartiers n'a rien à voir avec le positionnement des villes dans le système-monde.

Le dernier chapitre, « Vers un modèle de développement social durable », met en relief deux points : d'abord, les villes sont de plus en plus nombreuses à inscrire le critère de durabilité (sociale) dans leur politique urbaine; en second lieu, les expériences montrent, selon les auteurs, que l'on renforce les échanges, que l'on compare les expériences pour mieux comprendre les possibilités alternatives, les bonnes pratiques. Cependant, si l'on part du constat de la très grande variété des politiques mises en œuvre par les municipalités qui participent au projet UNESCO-

MOST, il est trop tôt pour construire un modèle global et unique de développement social durable.

Un des défauts majeurs de cet ouvrage est que les études retenues ne sont pas les mêmes d'un thème à l'autre. Il est donc difficile d'avoir une vision globale du contexte, des avantages et des limites des politiques urbaines. Par contre, cet ouvrage a le mérite de présenter, pour la première fois en français, une analyse comparative – même partielle – des politiques municipales en Afrique, en Amérique et en Europe. Le texte est facile à lire et le lecteur dispose, à la fin de chaque chapitre, de lectures complémentaires. Ce livre est à recommander à ceux ou celles qui enseignent le développement durable à partir d'études de cas.

Jean-Pierre Thouez
Département de géographie
Université de Montréal

BURGEL, Guy (2000) *Du tiers-monde aux tiers-mondes*. Paris, Dunod (Coll. « Les topos », série Éco-Gestion), 122 p. (ISBN 2-10-003747-1)

« Véritable invention du XX^e siècle », le tiers-monde a toujours été une notion assez peu précise. Depuis l'effondrement du bloc communiste et le pénible reclassement des États au sein du monde occidental/capitaliste, il apparaît clairement que les vastes régions moins favorisées de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine sont extrêmement diversifiées et ont atteint des niveaux de développement très inégaux. En raison d'une démographie galopante, de la malnutrition, de la pauvreté des masses et d'une industrialisation à peine amorcée, on était porté quelquefois à considérer ce tiers-monde comme un ensemble passablement homogène. Une fois libérés du joug colonial, entraînés dans la guerre dite « froide », les nouveaux États ont, au cours du dernier demi-siècle, emprunté des chemins de développement qui les ont souvent conduits dans l'impasse. Conflits internes, guerres régionales, endettement, entassement des populations dans des centres urbains devenus monstrueux, écarts sans cesse grandissants entre les riches et les pauvres, à l'échelle nationale aussi bien qu'à l'échelle internationale, alignements forcés sur quelques puissances détentrices des leviers financiers et politiques de la planète, tels sont devenus quelques-uns des traits dominants du monde actuel.

Guy Burgel souligne avec justesse que « l'angélisme ne règne pas dans les échanges internationaux ». L'aide, presque toujours profitable aux pays prêteurs, est rarement un moyen structurel de développement. Elle a contribué à accentuer le fossé technologique « entre le Nord et le Sud » et elle a été souvent la source de

